

Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 2, N° 9

le 27 février 1974

Urgence de développer les sables bitumineux d'Athabaska, 1

Pièces commémoratives des Jeux olympiques vendues en une semaine, 2

Le revenu des familles, 2

Relations diplomatiques avec les États arabes, 2

Le réacteur nucléaire Candu et les besoins en énergie de la G.-B., 3

On prévoit une augmentation continue du prix du poisson, 3

Programme de recherche sur les réserves de sables bitumineux de l'Alberta, 4

Les habitants de la baie James rejettent une offre de compensation, 4

Radio-Canada va supprimer graduellement la publicité, 4

Mesures visant à améliorer le transport en commun à Ottawa, 4

Une importante collection d'art indien rentre au Canada, 5

Visite de médecins à Pékin en vertu du programme d'échanges Bethune, 6

B Brésil: projet relatif au nickel, 6

Urgence de développer les sables bitumineux d'Athabaska

“La question n'est pas de savoir si nous devons exploiter ou non les sables bitumineux d'Athabaska, mais bien quand? Et c'est le moment ou jamais. De tous les pays industrialisés, le Canada est le seul à pouvoir suffire à ses besoins futurs en pétrole, qu'il s'agisse de consommation intérieure ou d'exportation”, a déclaré le ministre des Approvisionnements et Services, M. Jean-Pierre Goyer, dans une allocution prononcée récemment à la faculté de commerce et d'administration de l'Université de la Colombie-Britannique, à Vancouver.

M. Goyer a évoqué les responsabilités du Canada non seulement envers soi mais encore à l'endroit du monde entier — et en particulier de ses partenaires, les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon.

Le Canada ne devrait pas oublier, de dire M. Goyer, que s'il est vrai que la crise de l'énergie affecte les pays industrialisés, ce sont les pays défavorisés qui sont le plus durement touchés. La crise de l'énergie peut déclencher une récession dans les pays en voie de développement: restriction des livraisons de matériel par les pays industrialisés et diminution des importations de matières premières. Nous ne pouvons davantage ignorer son incidence sur les programmes d'aide mondiaux.

La politique du Canada sera-t-elle égocentrique ou accepterons-nous de prendre nos responsabilités sur le plan national et international?

En établissant sa politique, ajoute M. Goyer, le Canada fait face à des options extrêmes: prendre un minimum de mesures pour se sortir de l'impasse ou rechercher, à long terme, à améliorer la situation de l'énergie en Amérique du Nord, au Japon et peut-être aussi la position de l'OCDE ou la conjoncture mondiale.

La politique adoptée, quelle qu'elle soit, ne doit pas s'arrêter à déterminer l'opportunité d'exploiter les sables bitumineux mais bien plutôt tendre à fixer le rythme de cette exploitation pétrolière.

Le ministre a continué en disant: “Nous emploierons-nous à satisfaire uniquement nos propres besoins, c'est-à-dire à réaliser de toute nécessité l'exploitation maximum des sables bitumineux d'ici à 1982, ou à accélérer le programme d'exploitation en vue d'aider, dans l'entretemps, les pays précités?”

“Est-il préférable d'exploiter les sables bitumineux en fonction des objectifs de l'entreprise ou des objectifs nationaux?”

“Préférons-nous consacrer notre budget au financement de l'exploitation de cette importante source d'énergie ou accepter une aide financière étrangère, tout en s'en assurant le droit exclusif de propriété?”

“Nous sommes à même de faire totalement financer l'exploitation des sables bitumineux par nos partenaires commerciaux, le Canada s'en réservant le contrôle exclusif. Une telle chance peut ne jamais se représenter.

“Le Canada pourrait ainsi largement contribuer à pallier la crise de l'énergie. Cette initiative lui garantirait un avantage précieux au cours des négociations commerciales et renforcerait notre fierté et notre identité nationales.”

M. Goyer a mentionné que des entretiens entre les représentants provinciaux et fédéraux doivent présider à toute solution de la présente crise de l'énergie puisque “nous devons d'abord résoudre nos problèmes intérieurs et satisfaire à nos propres besoins. Toutefois, il ne faut pas croire que la solution des problèmes nationaux aille nécessairement à l'encontre d'un projet de stratégie présentant les plus grands avantages pour le monde entier”.

Le ministre a réfuté les allégations des pessimistes qui prétendent que les ressources du Canada sont très limitées et qui ne font que peu confiance aux progrès de la technologie.

“Les gens ont souvent tendance à oublier la rapidité avec laquelle la technologie peut progresser. Lorsqu'en 1960, le président Kennedy a déclaré que nous pourrions marcher sur la lune

au cours de la prochaine décennie, il savait que c'était un projet réalisable à partir des techniques de l'heure et il entrevoyait le coût d'un tel projet — c'est là une attitude que j'appellerais du réalisme positif.

“Je suis optimiste et les optimistes reconnaissent l'importance du potentiel énergétique du Canada et de ses vastes réserves d'énergie hydro-électrique, de gaz, de pétrole synthétique et de houille. En fait, le Canada est une des régions sous-exploitées du monde.”

Tendances mondiales

M. Goyer a fourni des données statistiques sur la situation mondiale du pétrole et a relevé les diverses tendances actuelles:

1. L'affluence des capitaux à l'échelle mondiale a connu une fluctuation effarante. Il est donc toujours possible que les échanges monétaires internationaux soient déséquilibrés par l'accumulation des revenus tirés du pétrole. On a établi à quinze milliards de dollars les “pétro-dollars” reçus par les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique. Les prédictions pour 1974 atteignent 89 milliards.

2. L'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon s'inquiètent de plus en plus

de l'instabilité des approvisionnements de pétrole de certains pays bien nantis.

3. Les États-Unis comptent pouvoir satisfaire eux-mêmes leurs besoins en matière d'énergie d'ici à 1980.

4. Le Japon et l'Europe aimeraient diversifier leurs approvisionnements d'énergie-pétrole.

5. Enfin, l'indice élevé des prix, et l'insuffisance des approvisionnements pourraient bien compromettre l'équilibre commercial des pays industrialisés (hausse des prix du pétrole importé et peut-être diminution des exportations de produits fabriqués).

“Un tel projet nécessitera la coopération des gouvernements provincial et fédéral et de l'entreprise privée: du gouvernement provincial en ce sens que les ressources naturelles relèvent de la compétence provinciale; du gouvernement fédéral puisque l'importance même des investissements suppose la négociation, entre les gouvernements, des prêts, des marchés et ainsi de suite. Le gouvernement fédéral doit en outre s'assurer que les projets d'exploitation servent les objectifs à long terme du pays, rehaussant ainsi les intérêts nationaux, et enfin que les sociétés dont le capital technique et administratif sera mis à contribution en tireront un profit normal.”

Pièces commémoratives des Jeux olympiques vendues en une semaine

La première émission de pièces de monnaie commémorant les Jeux olympiques, dont la vente doit rapporter aux Jeux un montant de 250 millions de dollars, a été vendue en l'espace de quelques jours par les soins des banques à charte et d'autres institutions financières du Canada.

M. Austin Page, directeur exécutif du programme de pièces olympiques, a déclaré que la demande avait doublé toutes les prévisions concernant la première émission de neuf millions de pièces, dont un million avaient déjà été frappées.

Des quantités limitées des quatre premières pièces — deux de \$5 et deux de \$10 — ont été mises en vente à leur valeur nominale. La première série se compose de neuf millions de pièces de \$10 et de \$5 ayant une valeur nominale totale de 68 millions de dollars.

Aucune des pièces ne sera utilisée dans la circulation générale de la monnaie.

Le ministre des Postes, M. André Ouellet, qui est chargé de l'administration du programme en vertu de la loi adoptée au Parlement en juillet dernier, a déclaré: “C'est de loin la plus grande opération de commercialisation internationale que le Canada ait jamais envisagée. Nous avons l'occasion de produire quelque chose qui fait l'objet d'une demande à l'échelle mondiale. Et tout le mérite de cette idée réside dans le fait que non seulement elle nous permettra d'organiser les Jeux sans faire appel aux fonds publics, mais qu'elle fournira aussi un moyen de rehausser le prestige du Canada au sein de la collectivité internationale.”

M. Ouellet a ajouté qu'un “projet aussi audacieux” serait suivi de près par les autres nations.

“Si nous réussissons, — et j'ai entièrement confiance que nous réussirons — nous pouvons dire que le précédent établi par notre pays aura ouvert

la voie aux nations moins importantes et moins riches en leur permettant d'aspirer pour la première fois à être le pays d'accueil des Jeux olympiques.”

De l'avis d'un numismate de Montréal, les pièces de monnaie des Jeux olympiques constituent un excellent placement. “Les piéforts vont vraiment acquérir de la valeur. Les pièces de Munich, si vous trouvez à en acheter, se vendent maintenant huit fois leur valeur nominale. Mais on ne peut pas en trouver. Ce pourrait bien être la même chose ici.”

Le revenu des familles

Selon le recensement de 1971 effectué par Statistique Canada, près de 25% des 5,076,090 familles canadiennes ont touché un revenu s'établissant entre \$10,000 et \$15,000 en 1970 tandis que près de 23% ont touché un revenu de moins de \$5,000. Plus de 38% ont touché un revenu s'établissant entre \$5,000 et \$10,000 et près de 14% ont touché \$15,000 ou plus.

Les renseignements recueillis au cours du recensement de 1971 démontrent que le revenu national moyen des familles en 1970 s'est établi à \$9,600. Seuls le Yukon (moyenne de \$11,194), l'Ontario (\$10,661) et la Colombie-Britannique (\$10,019) se sont situés au-dessus de la moyenne nationale. La moyenne a été de \$9,475 en Alberta, \$9,260 au Québec, \$8,646 au Manitoba, \$8,449 dans les Territoires du Nord-Ouest, \$7,858 en Nouvelle-Écosse, \$7,479 au Nouveau-Brunswick, \$7,328 en Saskatchewan, \$6,989 à l'Île-du-Prince-Édouard et \$6,680 à Terre-Neuve.

Relations diplomatiques avec les États arabes

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé que le Canada et Bahrein, la Fédération des Émirats arabes, Oman et Qatar ont décidé d'établir des relations diplomatiques. M. James George, qui est présentement ambassadeur du Canada en Iran et au Koweït avec résidence à Téhéran, présentera bientôt ses lettres de créance comme premier ambassadeur canadien dans ces quatre États.

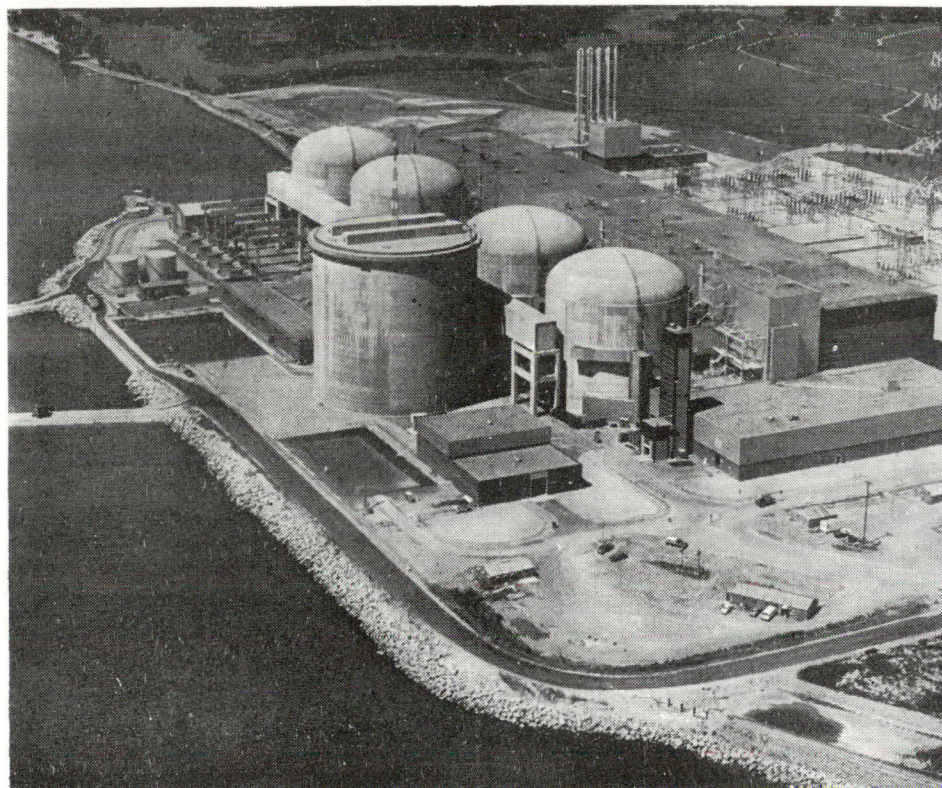
Le réacteur nucléaire Candu et les besoins en énergie de la G.-B.

Le système utilisé pour la production d'électricité à la centrale nucléaire de Pickering, près de Toronto (Ontario), centrale entièrement opérationnelle la plus grande au monde, a récemment suscité un très grand intérêt en Grande-Bretagne.

L'Énergie atomique du Canada limitée (EACL), société de la Couronne chargée de la construction du système Candu (Canadian Deuterium-Uranium), a fait valoir au Gouvernement britannique l'utilité que pourrait avoir l'emploi de ce système comme principal réacteur, afin de répondre aux besoins en énergie de la Grande-Bretagne.

Bien qu'on envisage aussi actuellement la possibilité d'utiliser un réacteur à eau légère de fabrication américaine, les représentants de l'EACL ont reçu la promesse que le recours au système Candu serait sérieusement étudié.

La centrale de Pickering, exploitée par l'Hydro Ontario, s'est révélée un succès technique et commercial et doublera sa puissance qui atteindra 4,112 mégawatts, grâce à la mise en place de quatre autres réacteurs Candu. Depuis qu'ils ont commencé à produire, les réacteurs de 514 mégawatts ont fonctionné pendant de longues périodes en fournissant de 90 à 99 p. cent de leur puissance installée, ce qui dépasse de beaucoup le rendement moyen. L'an der-



Vue aérienne de la centrale nucléaire de l'Hydro Ontario, à Pickering, près de Toronto. Les quatre réacteurs Candu

qui y seront ajoutés en doubleront la puissance qui atteindra 4,112 mégawatts.

nier, en un seul mois, la centrale a fourni plus d'un million de kilowatts-heure au réseau de consommation d'électricité de l'Ontario.

Partout, on mise de plus en plus sur

le réacteur Candu. L'Argentine et la Corée du Sud en ont acheté pour 470 millions de dollars, et d'autres pays étudient actuellement la possibilité de se doter de ce système.

On prévoit une augmentation continue du prix du poisson

Le prix du poisson dans le monde continuera de s'élever au cours des sept prochaines années et cette tendance profitera aux Canadiens; c'est ce qu'a déclaré le ministre des Pêches, M. Jack Davis.

Le ministre commentait à cette occasion deux récentes prévisions émises au sujet de l'offre et de la demande dans le domaine de l'alimentation en 1980, l'une venant de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU, et l'autre d'un groupe d'étude du gouvernement canadien.

Selon les rapports, il y aura une demande accrue de poisson attribuable à l'augmentation de la population et de la consommation per capita, surtout dans les pays les plus favorisés.

L'étude de la FAO prévoit que la prise mondiale de poisson, qui a été de

65 millions de tonnes métriques en 1972, s'élèvera jusqu'à 83 millions de tonnes métriques en 1980. Mais il manquera quand même à ce moment-là huit millions de tonnes pour répondre à la demande prévue, soit une proportion de 10 p. cent d'après le ministre.

Cette situation, a ajouté M. Davis, entraînera un type spécial de pénurie protéique. Les deux rapports prévoient un surplus de protéines animales de l'ordre de deux millions de tonnes métriques. Le poisson sera la source protéique marquant le plus grand écart entre l'offre et la demande.

"Si le Canada veut aider à satisfaire les besoins mondiaux, de dire M. Davis, il lui faut pêcher un nombre accru et une plus grande variété de poissons, y compris beaucoup d'espèces non encore exploitées."

Selon le ministre, l'industrie canadienne de la pêche connaît une révolution économique. Le marché lui-même est différent: le poisson n'est plus seulement le plat principal des pauvres, mais il est maintenant en demande à tous les niveaux socio-économiques. Les prix montent d'une façon constante. M. Davis dit se rappeler que, lorsqu'il est devenu ministre des Pêches en 1968, les blocs de morue se vendaient 20¢ la livre; ils sont maintenant à plus de 70¢ la livre. Le prix des poissons plats et du sébaste a triplé.

Le ministre a déclaré que les prises du Canada atteindraient 1.7 million de tonnes métriques en 1980. Selon M. Davis, notre part des prises mondiales totales augmentera, et ce, parce que le Canada obtiendra un plus grand contrôle sur ses pêcheries hauturières et aussi à cause des installations aquicoles du pays.

Programme de recherche sur les réserves de sables bitumineux de l'Alberta

Le 14 janvier, le premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed, a annoncé la création d'une Commission de la Technologie et de la Recherche sur les réserves en sables bitumineux de l'Alberta, et l'action d'un fonds de 100 millions de dollars destiné à la recherche dans le domaine de l'extraction du pétrole à partir de ces réserves de sables bitumineux du nord de la province. Bien que les sables contiennent quelque 900 milliards de barils de bitume brut, les méthodes actuelles d'exploitation à fleur de terre ne permettent d'en extraire que 26.5 millions de barils de pétrole. Voici des extraits de la déclaration de M. Lougheed:

"Ce projet a pour but de donner, dans les plus brefs délais possibles, un nouvel élan à la recherche et à la technologie qui sont essentielles pour assurer l'exploitation de cette partie des sables bitumineux de l'Alberta qui ne peuvent être extraits en surface. Il est primordial que ces sables bitumineux profondément enfouis en viennent à constituer une partie reconnue et assurée des sources d'approvisionnement en énergie de l'Alberta, du Canada et du monde entier, car autrement les grandes compagnies canadiennes d'exploitation de sables bitumineux et de pétrole brut synthétique ne pourront extraire qu'environ 10 p. cent du volume de pétrole synthétique virtuellement récupérable des sables bitumineux.

"La création de cette Commission de Technologie et de Recherche constitue un premier pas dans notre projet de percée dans le domaine de l'énergie. Cet organisme sera chargé de la recherche et de la coordination des renseignements pour favoriser une extraction

maximale du pétrole synthétique contenu dans ces dépôts albertains.

"Reconnaissant l'ampleur et l'importance de cette tâche, nous remettons aujourd'hui à cet organisme, un fonds de 100 millions de dollars aux fins de la recherche dans le domaine de la technologie, et ce sur une base quinquennale.

"Après ces cinq ans, nous serons mieux en mesure de vérifier la pertinence de la présente déclaration.

"Les sables pétrolifères de l'Alberta constituent la plus grande réserve de composés de pétrole au monde. Les dépôts se trouvent concentrés dans quatre régions du nord de l'Alberta et contiennent au total 900 milliards de barils de bitume brut. Même si on ne réussissait à récupérer que le tiers de ce bitume brut, puis à le traiter, il pourrait en résulter de 225 à 250 milliards de barils de pétrole brut "synthétique", ce qui équivaut à près de la moitié des réserves de pétrole brut ordinaire connues dans le monde."

Les habitants de la baie James rejettent une offre de compensation

Les Indiens et les Esquimaux de la baie James ont refusé les propositions du Gouvernement du Québec tendant à modifier le projet d'aménagement hydro-électrique d'une valeur de 5.8 milliards de dollars de la rivière La Grande et comportant une compensation de 100 millions de dollars qui leur aurait été versée au cours des dix prochaines années.

Le premier ministre Robert Bourassa proposait, à la fin de janvier, que certaines régions ne soient pas inondées, qu'une ou deux rivières tributaires ne soient pas touchées et qu'un des réservoirs ne soit pas créé. Les 100 millions de dollars seraient répartis comme il suit: 40 millions à une société de développement indigène et

60 millions sous la forme de redevances liées à l'exploitation des ressources de la région. En retour, si l'offre avait été acceptée, les populations indigènes de la baie James — environ 6,500 personnes — auraient renoncé par écrit à toute prétention à ce territoire de 135,000 milles, sauf une superficie de 2,000 milles carrés où ils auraient conservé des droits de chasse, de piégeage et de pêche.

En réponse à cette proposition, M. James O'Reilly principal conseiller juridique de l'Association des Indiens du Québec, a affirmé que ses clients poursuivraient leurs démarches pour empêcher la réalisation du projet. Il a précisé que le Gouvernement du Québec devrait offrir au moins quinze fois

plus de territoire s'il voulait vraiment conclure un règlement à l'amiable. "Ce serait le strict minimum", a-t-il affirmé. Le président de l'Association des Inuit du nord du Québec dit, quant à lui, que l'offre de 100 millions peut paraître énorme mais que ce qui intéresse les indigènes "ce sont les terres et non l'argent".

(Voir aussi les livraisons d'Hebdo Canada du 14 février 1973, p. 1, du 28 novembre 1973, p. 1, du 5 décembre 1973, p. 5 et du 23 janvier 1974, p. 6).

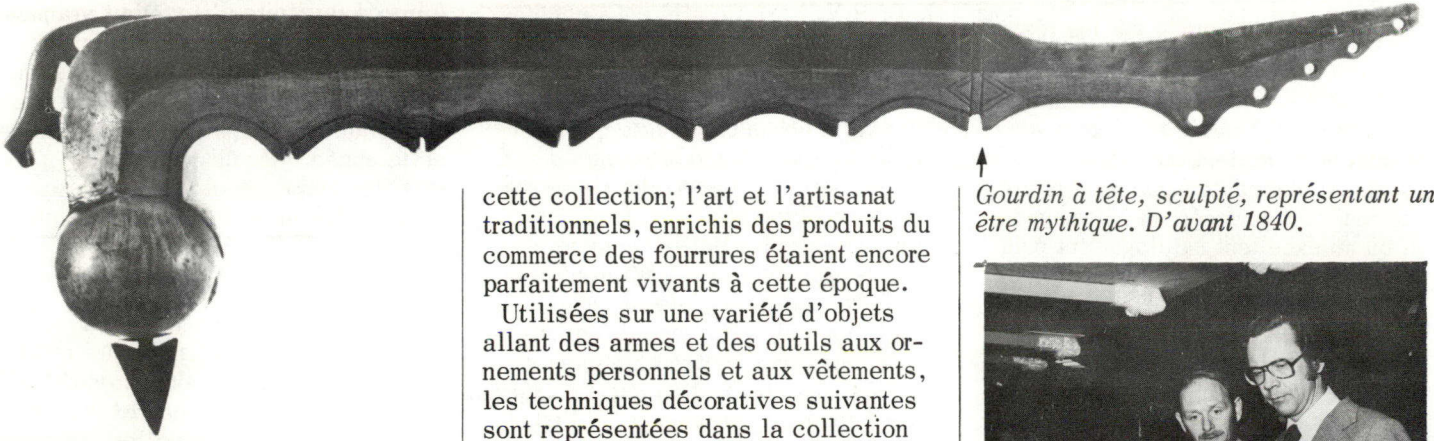
Radio-Canada va supprimer graduellement la publicité

Radio-Canada a l'intention de supprimer graduellement la publicité à la radio sur ses réseaux anglais et français au cours de l'année. Selon M. Laurent Picard, président de la Société, les revenus qu'elle procure ne sont pas suffisants par rapport aux problèmes qu'elle soulève. Les revenus nets que tirait Radio-Canada de la publicité radiophonique étaient de l'ordre d'un million de dollars. M. Picard a déclaré que la Société désirait aussi éliminer, à la télévision, les réclames destinées aux enfants; la publicité se trouverait également supprimée de certains genres d'émissions télévisées.

Mesures visant à améliorer le transport en commun à Ottawa

Le président du Conseil du Trésor, M. C.M. Drury, a annoncé que les ministères du Gouvernement fédéral situés dans la région d'Ottawa-Hull ont été priés de collaborer à la conception et à la mise en oeuvre de mesures destinées à échelonner les heures d'arrivée et de départ de leurs employés, afin de diminuer l'affluence des heures de pointe dans les transports en commun de la Région de la capitale nationale.

Les ministères et les organismes du Gouvernement fédéral sont invités à introduire, lorsque cela est possible, des horaires de travail échelonnés ou variables, ou à adopter d'autres mesures qui étaleront les heures d'arrivée et de départ de leurs employés, plus particulièrement dans le centre d'Ottawa.



Une importante collection d'art indien rentre au Canada

Après plus de trois ans de négociations, le Musée national de l'Homme a réussi à ramener au Canada la plus remarquable collection d'objets indiens qu'ait jamais possédée un particulier. La collection Speyer est la seule collection valable d'objets indiens du Canada, du XVII^e siècle et du début du XIX^e, qui existe actuellement dans le pays.

Les pièces datent de 1760 à 1860 et proviennent pour la plupart de la région des Grands lacs, de la Forêt boréale et des Plaines. Quelques-unes viennent des régions voisines et font apparaître les ressemblances et les différences entre les cultures que l'on retrouve d'un bout à l'autre du continent nord-américain.

Les 259 pièces de la collection Speyer ont été rassemblées par M. Arthur Speyer et feu son père au cours de 50 années de recherches. Elles ont été acquises une par une, auprès de la noblesse européenne, d'autres collectionneurs privés ou encore de musées qui n'existent plus.

Les objets de cette collection qui témoignent à la fois de l'ingéniosité et de l'esprit créateur des Indiens du Canada, et du goût des collectionneurs européens de jadis pour la connaissance et la beauté exotique, viennent de rentrer au pays qui les a vus naître. Beaucoup avaient quitté le Canada pour l'Europe au 18^e siècle et quasiment aucun n'est postérieur à 1850. Même si l'on admet 1760 comme date limite approximative de leur ancienneté, il est fort probable que quelques pièces sont encore plus anciennes. Cette ancienneté à elle seule rend immédiatement évidente l'importance de

cette collection; l'art et l'artisanat traditionnels, enrichis des produits du commerce des fourrures étaient encore parfaitement vivants à cette époque.

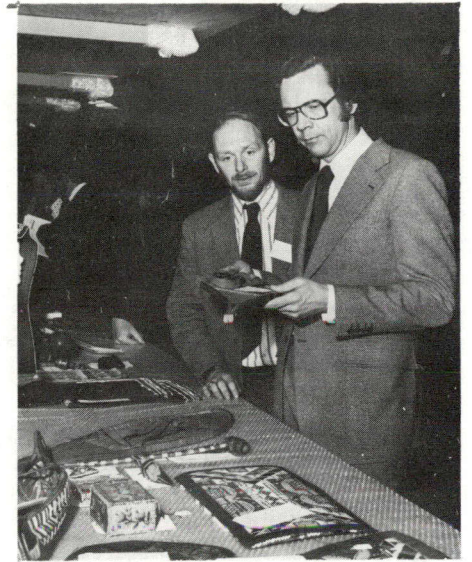
Utilisées sur une variété d'objets allant des armes et des outils aux ornements personnels et aux vêtements, les techniques décoratives suivantes sont représentées dans la collection Speyer: Peinture sur peau, teinture de peaux, de piquants de porc-épic, de plumes, de cheveux, de fibres (y compris un procédé extrêmement rare, proche du battik); appliqués sur fourrure, peau, drap et rubans; travail du piquant de porc-épic (en broderie, enroulé et tissé selon plusieurs techniques); broderie à base de cheveux ou de poils (y compris la "fausse broderie"); tissage, de fibres indigènes et de laine importée; travail des perles, y compris l'utilisation de coquillage indigènes (wampum), selon différentes techniques; gravure sur bois, os et pierre; sculpture sur bois et pierre; incrustation de métal dans la pierre; passementerie, y compris franges nouées et diverses sortes de glands et grelots.

Tous les motifs décoratifs sont représentés, depuis les motifs floraux et réalistes, jusqu'aux motifs géométriques et abstraits. Il est rare de rencontrer des objets aussi anciens et pourtant en si parfait état de conserva-



Tapis cérémoniel de peau utilisé durant les rituels "Makushan" invoquant les puissances de la chasse. D'avant 1770.

Gourdin à tête, sculpté, représentant un être mythique. D'avant 1840.



M. T. Brasser et le secrétaire d'État, M. Hugh Faulkner examinent une des pièces rares de la collection Speyer, datant de plus de 200 ans.

tion. Apparemment, bien des pièces de la collection Speyer ont été achetées neuves aux Indiens, par les voyageurs de jadis qui voulaient en faire des souvenirs et ne les ont jamais utilisées. Malgré tout, le grand âge de ces objets périssables les rend extrêmement fragiles.

Parmi les pièces les plus remarquables, il y a un petit tapis en peau peinte provenant des Indiens Naskapi, sans doute utilisé pour les cérémonies en l'honneur des esprits du gibier. Mis à part quelques fragments conservés à la *Smithsonian Institution*, c'est sans doute le seul spécimen connu. C'est également l'un des exemples les plus somptueux de ce style Naskapi. Notons également un extraordinaire manteau en peau d'original qui illustre le style de peinture caractéristique et pourtant presque inconnu des Ojibways du Nord. Il y a deux spécimens d'un type de vêtement féminin des Cris des Plaines, disparu depuis longtemps et qu'on ne connaissait jusqu'à présent que par l'unique exemple recueilli par Lewis et Clark lors de leur célèbre expédition de 1805. Une ceinture travaillée

en piquants de porc-épic, réalisée pour sir William Johnson, surintendant des Affaires indiennes de la colonie, par l'une de ses tendres amies Mohawk; cette pièce splendide est l'un des joyaux de la collection Speyer.

Depuis 1968, date à laquelle la collection a été exposée en Allemagne et où un excellent catalogue fut publié, 50 pièces ont été vendues (dont deux au Musée national de l'Homme), pour être remplacées par 39 autres d'une qualité égale, mais qui équilibrent mieux la collection. La plupart des nouvelles pièces proviennent de la collection du Comte de Warwick, de sir Walter Scott, et de sir John Caldwell.

La collection Speyer, qui comble une lacune importante dans les collections ethnographiques des musées canadiens, est remarquable non seulement par son importance et son intérêt historique, mais par l'excellence de sa condition, la qualité d'exécution des pièces et leur valeur artistique.

La collection a pu être rapatriée grâce au fonds d'urgence établi par la politique nationale des musées.

Visite de médecins à Pékin en vertu du programme d'échanges Bethune

L'un des premiers échanges qui aient eu lieu entre la Chine moderne et l'Amérique fut la visite de l'Opéra de Pékin en 1961, nous dit le *McGill Reporter*. Pendant son séjour à Montréal, la troupe, d'ordre de Mao Tsé-toung, a donné une représentation spéciale à l'hôpital Royal Victoria où le Dr Norman Bethune avait reçu sa formation en chirurgie thoracique. En réponse à ce geste, le Dr Stevenson et

le Dr R.V. Christie allèrent l'année suivante en Chine pour instituer des échanges de conférenciers avec l'Université McGill de Montréal.

En vertu de ce programme qui fut établi en 1962, des professeurs de la faculté de médecine de McGill se rendirent en Chine et des professeurs chinois vinrent à McGill au cours des années suivantes. En 1966, toutefois, les échanges furent interrompus par la révolution culturelle durant laquelle la plupart des universités chinoises se trouvèrent fermées alors que l'on réexaminait toute la philosophie de l'éducation. Les échanges reprurent l'année suivante, et le Dr Maurice McGregor, vice-recteur (soins médicaux) et directeur de la Division de cardiologie à l'hôpital Royal Victoria, accompagné de sa femme, le Dr Margaret Becklake, spécialiste du thorax et épidémiologue, est récemment rentré d'un mois de séjour en Chine où son épouse et lui étaient les invités du Collège médical de Pékin.

Le programme des deux médecins canadiens fut des plus chargés: conférences aux étudiants et aux collègues chinois, conférences cliniques au chevet de patients, discussions avec des administrateurs et des professeurs sur les sujets de la dispensation des soins médicaux et de l'enseignement médical. Les deux spécialistes eurent aussi l'occasion de voir et d'apprendre beaucoup de choses en dehors du domaine de la médecine; ils ont fait un séjour auprès d'une commune agricole, rendu visite à un comité de quartier à Pékin et à un jardin d'enfants à Canton, et fait la connaissance de collègues et de bien d'autres personnes. Ils ont trouvé les étudiants chinois très intelligents et d'un niveau de connaissances comparable, dans la mesure où ils pouvaient en juger, à celui de leurs homologues de McGill. Ils ont rencontré de l'amitié partout et les échanges de renseignements furent entièrement bilatéraux. "Nous avons autant à apprendre des Chinois que nous avons de choses à leur enseigner", a avoué le Dr McGregor qui prédit que des communications accrues avec la Chine seront, dans l'avenir, extrêmement profitables pour les deux pays.

Les 10 et 11 janvier, quatre chirurgiens chinois ont pris part au symposium de McGill sur la réimplantation des membres et des doigts coupés et ont décrit les travaux accomplis en

Chine dans ce domaine. D'autres professeurs chinois, dans le cadre du programme d'échanges Bethune, sont attendus à la faculté de médecine de McGill au printemps ou à l'automne de cette année.

Brésil: projet relatif au nickel

La société *Baminco Mineracao e Siderurgia, S.A.* (Baminco) du Brésil a annoncé que la société *International Nickel Company of Canada Limited* (Inco) et un consortium allemand formé de la *Metallgesellschaft AF* de Francfort et de la *Exploration und Bergbau GMBH* de Düsseldorf ont conclu un accord en participation visant à déterminer les possibilités de mise en valeur des gisements de nickel latéritique de Barro Alto dans l'État de Goiás au Brésil. Baminco est une société brésilienne qui détient des droits d'acquisition de concessions minières sur les gisements qui se trouvent à Barro Alto.

Depuis 1970, Baminco a fait des études géologiques et métallurgiques afin d'évaluer le potentiel des gisements de Barro Alto. Le nouvel accord prévoit la poursuite et l'extension des travaux relatifs aux gisements. Baminco prélèvera une quantité significative du minerai qu'elle expédiera en 1974 aux stations de recherche de Inco à Port Colborne (Ontario) aux fins d'analyse.

L'accord confère à Inco et au consortium allemand des intérêts identiques pour ce qui est du projet et de la société Baminco, au sein de laquelle les sociétés allemandes exerçaient déjà un certain contrôle. La participation brésilienne sera vraisemblablement accrue advenant la mise à exécution du projet.

L'industrie de la motoneige (une invention québécoise) occupe le septième rang de toute l'activité économique et représente une valeur de \$200 millions. Elle fournit 16,000 emplois directs, 40,000 indirects, \$50 millions en salaires et \$24 millions de revenus pour le gouvernement du Québec.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2. Un index paraît tous les trois mois.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title *Canada Weekly*.

Ciertos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título *Noticario de Canadá*.

Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel *Profil Kanada*.